

L'immigration, talisman de la campagne d'Orbán

HONGRIE Le Premier ministre a les élections européennes de mai en ligne de mire

► **Affilié au PPE de Jean-Claude Juncker, Viktor Orbán cherche à droitiser les enjeux du scrutin.**

► **Il imagine une majorité « anti-immigration » au Parlement européen.**

BUDAPEST

DE NOTRE CORRESPONDANT

J'ai dit que Salvini était mon héros, je le pense vraiment. » Ce jeudi, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán n'a pas tari d'éloges sur le numéro deux du gouvernement italien et chef du parti d'extrême droite « la Ligue » au cours d'une - très - rare conférence de presse à Budapest. « Nous avons été les premiers à montrer que l'immigration pouvait être stoppée sur la terre ferme : lui a fait la même chose sur les mers », a-t-il ajouté, précisant considérer l'axe italo-polonais en gestation « comme la meilleure nouvelle de ce début d'année ».

« J'ai dit que Salvini était mon héros, je le pense vraiment » VIKTOR ORBÁN

Matteo Salvini s'est en effet rendu à Varsovie pour convaincre le PiS de Jarosław Kaczyński de rejoindre son alliance eurosceptique et xénophobe en vue des élections européennes du printemps prochain. S'il est trop tôt pour savoir si la droite dure polonaise fera cause commune avec cet aréopage rassemblant d'ores et déjà les formations de Marine

Le Pen et Geert Wilders, Viktor Orbán a tenu à saluer depuis la capitale hongroise « les forces anti-immigration qui cherchent à travailler ensemble ».

Le dirigeant hongrois se tient pourtant encore à bonne distance de la cheffe du Rassemblement national (ex-FN) Marine Le Pen, à côté de laquelle il ne s'est jamais affiché. « Le Fidesz (son parti, NDLR) est membre du Parti populaire européen (PPE) et je suis loyal à ma famille poli-

tique », s'est-il justifié, précisant qu'il ne liait mot sur les sujets migratoires qu'avec les personnalités politiques en responsabilité en Europe. « C'est en tant que Premier ministre que je discute avec Matteo Salvini », a-t-il ajouté avec prudence.

Pourtant, c'est bien en tant que chef du Fidesz que « l'enfant terrible du PPE », ainsi que l'a qualifié Joseph Daul, appelle la droite européenne à reconsidérer ses coalitions au sein du Parlement européen. « J'en ai assez que le parti populaire ne cherche à faire alliance qu'avec des forces pro-immigration », a critiqué Viktor Orbán, espérant qu'un bloc souverainiste majoritaire se dégage à Strasbourg, mais aussi au sein de la Commission et du Conseil européens à Bruxelles. « Le clivage traditionnel gauche-droite laisse désormais place à une ligne de fracture (...) qui structure notre rapport à la chrétienté. Je fais de la défense de la culture chrétienne un devoir politique », a-t-il argumenté.

« Viktor Orbán est un partenaire difficile », disait encore de lui le 4 janvier dernier le Spitzenkandidat du PPE, le bavarois

Manfred Weber, dans une entrevue à l'agence de presse autrichienne APA. « Nous avons besoin de l'unité de l'Europe, alors que des vents de plus en plus sinistres se lèvent de par le monde », avait encore ajouté l'eurodéputé proche d'Angela Merkel, opposant une fin de non-recevoir aux possibilités d'alliance avec les nationalistes, « dont la vision du monde est à des années-lumière de la nôtre ».

« L'intérêt de Viktor Orbán est d'essayer de négocier une plus grande marge de manœuvre au sein du PPE », analyse le politologue Botond Feledy, du Centre pour l'intégration euro-atlantique et la démocratie (CEID), « et ce d'autant plus que le Fidesz devrait être en position de force au sein d'une délégation PPE rétrécie lors de la prochaine mandature parlementaire ». Selon l'expert, le Fidesz fait de l'œil aux forces nationalistes pour faire du chantage aux cadres de la grande

famille chrétienne-démocrate, « mais cette menace de partir ne sera vraisemblablement pas suivie d'effet ».

Botond Feledy pointe également le caractère conjoncturel des alliances entre les droites dures européennes. « L'échec de Steve Bannon (ex-conseiller de Donald Trump, à l'initiative d'une fédération eurosceptique baptisée « The Movement ») de coaguler ces forces derrière lui montre bien que ces droites centre-européennes sont construites sur des récits ethno-historiques incompatibles entre eux ». ■

LUDOVIC LEPELTIER-KUTASI

PRÉSIDENTIE DE L'UE**La Roumanie conciliante**

La Roumanie, qui vient de reprendre la présidence semestrielle de l'UE, ne compte pas accélérer les procédures entamées par l'Union à l'encontre de la Pologne et de la Hongrie pour mise en danger de l'État de droit. « Nous n'inscrirons (ces questions) à l'ordre du jour du Conseil de l'UE que si une majorité d'États membres le demande », a indiqué, jeudi à Bucarest, le ministre roumain des Affaires étrangères Teodor Melescanu à la presse européenne.

C'est au pays assurant la présidence qu'il revient de fixer l'agenda des travaux et des réunions des ministres. Et tant pour la Pologne que pour la Hongrie, les procédures sur l'État de droit sont actuellement enlisées.

Ces questions constituent un terrain glissant pour la Roumanie elle-même : la Commission européenne a délivré en décembre dernier un rapport critiquant sévèrement les reculs de ce pays en matière d'indépendance de la justice et de lutte contre la corruption.

J.KZ, À BUCAREST